

**SYNDICAT MIXTE  
POUR L'AMENAGEMENT DU PARC FERROVIAIRE  
DEPARTEMENTAL DE LALUQUE**



**N° 3**

**Objet : Détermination des modalités d'amortissement des immobilisations du Syndicat Mixte**

Le 13 décembre 2022,

Le Comité Syndical dûment convoqué s'est réuni au Conseil départemental à Mont-de-Marsan, Salle de 1<sup>ère</sup> Commission, sous la présidence de M. Paul CARRERE, Président du Syndicat Mixte.

Assistaient à cette réunion :

**Représentant le Département des Landes :**

- . M. Paul CARRERE
- . M. Henri BEDAT

**Représentant la Communauté de communes du Pays Tarusate :**

- . M. Laurent CIVEL
- . M. Christophe MARTINEZ
- . M. Dominique UROLATEGUI

Avait donné procuration :

- . Mme Magali VALIORGUE à M. Paul CARRERE

Etaient excusés :

- . M. Xavier FORTINON
- . Mme Dominique DEGOS
- . Mme Monique LUBIN
- . M. Damien DELAVOIE

Etaient également présents :

- . Pour la Communauté de communes du Pays Tarusate : Mme Angélique CAPDEVIELLE, Directrice Générale des Services
- . Pour la SATEL : M. Frédéric DASSIE, Directeur et M. Xavier VILAMITJANA, Responsable du Service Aménagement et Mme Marie DUFOURCQ, Chargée d'Opérations
- . Pour le Conseil départemental :
  - M. François RAMBEAU, M. Nicolas BRUNIER et Mme Cécile DUPOUY pour le Pôle « Syndicats Mixtes »



## Le Comité Syndical,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5722-1,

VU la délibération de ce jour par laquelle le Comité Syndical a décidé d'appliquer la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter de l'exercice budgétaire 2023,

CONSIDERANT que, dans le cadre de l'application de l'instruction budgétaire et comptable M57, il y a lieu de fixer les modalités d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles acquises par le Syndicat Mixte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023,

CONSIDERANT que la nomenclature M57 pose le principe d'un amortissement linéaire avec application du prorata temporis à compter de la mise en service du bien (soit un début d'amortissement à la date du dernier mandat d'acquisition de l'immobilisation réputée comme la date de mise en service), la méthode dérogatoire consistant à amortir en année pleine pouvant être maintenue pour les biens de faible valeur (soit un début des amortissements au 1<sup>er</sup> janvier N+1 de l'année suivant la mise en service du bien),

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité des membres présents ou dûment représentés,

### DECIDE :

- d'amortir les biens acquis par le Syndicat à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 selon les principes suivants :
  - amortissement linéaire et au prorata temporis, à l'exclusion des biens dont le coût unitaire est inférieur à 1 500 € TTC,
- de fixer la durée d'amortissement des immobilisations d'une valeur inférieure à 1 500 € TTC sur un an et les autres durées d'amortissement en fonction de la nature de chaque immobilisation selon le tableau suivant :

Immobilisations incorporelles	
Logiciels	2 ans
Site internet	5 ans
Immobilisations corporelles	
Mobilier / Outillage	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	2 ans
Installations de voirie	20 ans
Plantations	10 ans
Autres agencements et aménagements de terrains	10 ans
Bâtiments légers, abris	10 ans
Constructions/bâtiments	40 ans

- de fixer la durée d'amortissement de la subvention d'équipement transférable sur 15 ans,
- et d'autoriser le Président à signer tous documents à cet effet.

Le Président du Syndicat Mixte,

Paul CARRERE,